

Cahier de doléances



**Ville de La Salvetat Saint-Gilles
31880**

NOM - PRÉNOM
COORDONNÉES - date

DOLEANCES

Je profite du mouvement des gilets jaunes pour faire remonter un problème personnel qui m'intrigait depuis longue date. J'ai l'impression et peut-être par un troupe, que la justice ne fonctionne pas correctement. J'attends depuis plus de quatre ans le jugement d'un appel auprès de la cour de Montpellier et toujours le maintien de la silence total malgré plusieurs rappels des avocats. Ce jugement n'a pas en compte rapidement fait que les projets sont bloqués, que l'économie stagne et qu'indépendamment le chômage perdure. Le manque de dynamisme de notre pays est généré par une administration inefficace...

J'ai 80 ans

Ancien combattant (30 mois au service de la France) et handicapé (+80% avec besoin d'accompagnement). Au niveau des impôts je n'ai qu'une demi-part en plus. On ne peut pas cumuler et pourtant je cumule les 2.
Il serait souhaitable de rectifier cette injustice par 2 fois 1/2 part

Quelques pistes pour faire de la croissance

- Revenir à la Suisse les avantages fiscaux (Séniors, en particulier)
- Suppression de l'ARPA aux étrangers même à ceux de l'UE
- Suppression du projet SNU (Service national universel) coût 3,6 milliards d'Euro par an.

Nom Prénom
Coordonnées
Date 6/4/01/2019

1) Je souhaite qu'on remette l'humain au centre des objectifs politiques et également le respect des droits des êtres vivants et que le projet de société ne soit basé sur le profit financier et l'égoïsme mais la solidarité et l'humanité. Pour cela

Justice sociale — il faudrait réduire les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches et réduire la pauvreté des français qui

n'y arrivent pas.

ISF — il faut le retour à l'ISF afin que les plus riches et les trop riches soient solidaires des pauvres et pour une justice sociale.

moins de pauvreté — il faut revaloriser les salaires des plus pauvres (SMIC - fonctionnaires - et les pensions de retraite, les A.H.)

— il faut trouver des solutions urgentes pour les sans abri.
C'est inadmissible que des personnes meurent de froid et de faim.

Ric — mettre en place le RIC pour un retour de la démocratie.

- femmes

Au sujet des femmes il faudrait établir une réelle égalité des salaires entre les hommes et les femmes.

— Il serait juste aussi de mettre en place des lois véritablement appliquées pour qu'une femme

SerVICES
publics

ou nous ne mourrions pas sous les coups de son couteau (en France) - Dans le monde c'est affligeant aussi.

- Il faut maintenir la qualité des services publics - et ne pas continuer à réduire le personnel hospitalier territorial - le monde souffre avec toutes ses lois basées sur l'argent

Euthanasie

- réduire les salaires des hauts fonctionnaires - Au sujet de la souffrance, il serait pertinent de mettre en place l'euthanasie

au sujet des médias

^{certains} ~~Les~~ médias sont sous contrôle n'assurent pas la communication de informations de façon objective - Des faits sont relatés et pas d'autres faits tout aussi importants. Au sujet de gilet jaune, les médias ne disent pas qu'ailleurs qu'ils sont pacifiques, ils sont gazés d'emblee de façon abusive - Pas tous les médias -

Il faudrait établir des chartes, qui définissent une déontologie et un contrôle de ce que les médias communiquent comme information car parfois cela devient anti-démocratique

Écologie

respect de l'environnement et de tous les êtres vivants

→ Il faudrait enfin qu'une vraie transition écologique soit mise en place dans le respect de l'environnement et des êtres vivants y compris de animale - c'est insupportable

Nous Prisons
Coordonnées

Date

que les animaux soient traités de façon indigne et barbare.

- Des normes, une charte et des lois doivent être votées pour que réellement cela cesse.

- Je ne souhaite pas une Europe de profit.

15/10/11/2019

- Baisse du train de vie de l'Etat

salaires démesurés, avantages des hauts fonctionnaires et anciens présidents, ministres...

STOP à la création de commissions avec président, vice président, ...

- Impôt sur le revenu

Participation de chaque habitant. Rien n'est gratuit.

- Immigration

STOP à l'afflux d'immigrés attirés par notre système social généreux : familles nombreuses qui n'ont pas besoin de travailler... ceci valable aussi pour certaines familles françaises.

- Re-industrialiser la France

Nous avons perdu beaucoup d'industries donc de possibilités d'emplois soit cause excès fiscal soit cause faillite car en concurrence déloyale avec d'autres pays qui n'ont pas la même fiscalité.

- Laïcité

Pas de signes extérieurs religieux
Préserver nos traditions, notre culture.

Nouveaux
Coordonnées
Date

- Justice fiscale
- Cumul des retraites des parlementaires (député, ministre, maire, conseil général etc...?)
- lutte contre la fraude fiscale
- Plus informer la population sur ce que fait l'état pour les gens (sécurité sociale - aides aux plus démunis - transport etc...) d'où impôts nécessaires

- Supprimer la moitié des Députés et Sénateurs
- Supprimer le conseil économique et social
- Ramener à trois ans les prestations aux anciens présidents de la République et cinq ans pour la Sécurité.
- Sauvegarder notre identité, si on vit en France on est Français, on ne peut aux moeurs de notre pays pas de signe extérieur de religion qui limitent l'obtention d'un emploi.
- Limiter l'immigration au seuls résidents de pays en guerre.

➤ **Instaurer et respecter une loi casseur/payeur**

pour tout acte de vandalisme dans les écoles, les universités, les biens privés et les biens publics. Pour une personne non solvable, prélèvement sur les aides sociales et instauration de travaux d'intérêt général proportionnels au montant des dégradations.

➤ **Que l'Etat fasse respecter l'article R116-2 du code de la voirie routière :**

L'Etat doit assurer la libre circulation des biens et des personnes, nous ne comprenons pas que le gouvernement puisse donner comme ordre aux Forces de l'ordre d'observer le blocage de certaines routes. L'entrave à la circulation prévoit une amende de 5ème classe allant de 1 500 à 3 000 euros. Ne pas respecter la loi affaiblit notre Démocratie.

➤ **Information destinée aux médias :**

Les « Gilets jaunes ne constitue pas le peuple français, ils représentent tout au plus 0,3% de la population inscrite sur les listes électorales.

➤ **Thème : fiscalité et dépenses publiques**

Pouvons-nous laisser à nos enfants et petits-enfants une pochette surprise avec une dette de 2 320 milliards d'euros (99% du PIB). De plus, si les taux d'intérêts augmentent, la France se trouvera en situation de faillite, bonjour les dégâts !

- Revoir la redistribution sociale qui s'élève à 47 milliards /an et surtout ne pas l'augmenter
- L'Etat providence à tous crins n'est plus possible, il faut favoriser le travail plutôt que la politique de la main tendue (nombreux emplois non pourvus)
- Lutter contre les fraudes et faire payer toutes les sociétés multinationales qui échappent à l'impôt.
- Tout citoyen devrait payer des impôts, dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, l'article XIII stipule : « *Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable, elle doit être également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés.* » Aujourd'hui uniquement, 16 millions de foyers fiscaux paient l'impôt sur le revenu sur 37 millions de foyers fiscaux. On pourrait envisager une participation minimale de 50 euros pour tout foyer fiscal modeste afin de favoriser l'inclusion de tous.
- Maintenir la Taxe d'habitation pour tous ou la supprimer pour tous. Pourquoi les 20% de la population qui font déjà « bouillir la marmite » devraient payer cette taxe.

➤ **Thème : Société**

- Ne pas utiliser le vote à la proportionnelle qui serait à l'origine d'une grande instabilité politique (voir l'histoire de la Ve république)
- Reconnaître et comptabiliser le vote blanc.
- La loi sur la séparation de l'Etat et de l'Eglise du 9 décembre 1905 a d'excellents articles pour canaliser /contrôler ceux qui ne la respectent pas. Appliquer cette loi suffit, il n'y a aucune raison de la modifier.

➤ **Immigration**

Serait-il possible de connaître le coût pour la France la prise en charge d'un migrant mineur, d'un migrant adulte, d'un couple avec deux enfants ?

- Il est souhaitable que la France établisse des quotas en fonction de ses moyens, de ses besoins. (recevoir des personnes qui ont des compétences et qui contribueront à l'enrichissement du pays = voir Canada)
- Il est souhaitable de mettre fin au regroupement familial.

- Prix du carburant C'est la hausse des taxes en 2018 qui a été un élément déclencheur, personne ne parle de l'enlever!
- 80 km/h: On en parle, mais attention à l'enfumage: "On va emménager"
- Véhicules Diesel: Stop au dénigrement! Ils rejettent moins de CO₂, particules filtrées aujourd'hui à 99%, moindre consommation. Intoxe politique!
- Budget de Marrakech: Boule la transparence du grand jour SVP!
- Votes blancs doivent être comptabilisés et reconnus à part entière
- Drop de députés: Avantages financiers et retraites inadmissibles
- Arrêter de taxer les vieux: Aujourd'hui des vieux payants qui ont travaillé toute leur vie touchent 800€ / mois
- Migrants, etc: Des Français doivent connaître les vrais chiffres de ce que cela nous coûte
- Base d'habitation → compensation par → base foncière? Attention!!
- Bâtir la discipline à l'école
- Stop au laxisme de la justice à l'égard des récidivistes!
- Service militaire obligatoire pour les délinquants

JANVIER 2019 LE NOUVEAU MONDE !

il ya des : COLUCHE, GOLDMAN, ABBÉ PIERRE etc...
qui abitent, réconfortent, nourrissent...
depuis plus de 30 ans!.....

ET ! il ya des PRÉSIDENTS, ministres, "politiques" etc...
qui TAXENT encore et encore...
avec leurs lois parfois débiles.

DOLÉANCE

EUTHANASIE autorisée comme en Suisse,
Belgique etc... prenons exemple sur la Suisse.
MONSIEUR MACRON ! ARRÊTONS les HYPOCRITES
Mesdames, Messieurs les "politiques" → il n'y a que
les RICHES qui peuvent se payer le voyage.

1°/ **EUTHANASIE** → pour ceux qui le DEMANDENT
POUR CEUX QUI VEULENT PARTIR DIGNEMENT
parce qu'ils ne veulent plus continuer
LAISSONS LES LIBRES de CHOISIR leur FIN

a) aux malades dans les Hôpitaux qui réclament
l'EUTHANASIE pour arrêter leurs souffrances
MORALE et PHYSIQUE, des familles entières
souffrent pendant des mois, des années parfois
pourquoi !... pour en arriver au même résultat.

b) aux retraités qui ne peuvent plus s'assumer
physiquement, financièrement et qui ne veulent
pas être à la CHARGE de leur famille ou de l'ETAT
A QUAND ? les centres d'EUTHANASIE en FRANCE
comme la Suisse, la Belgique.....

c) aux déprimés avec leurs suicides ratés → les
drogués qui ne veulent pas changer de VIE



100/1000

2° EUTHANASIE pour tous ses ASSASSINS dans nos PRISONS que l'on :

bien ?
EUROS ?

- ABRITE
- CHAUFFE
- SOIGNE
- NOURRIT
- DISTRAIT (internet etc...)

avec NOS IMPOTS !
NOS TAXES.

Pendant que les S.D.F. meurent de FROID, de FAIM... dorment dans leur voiture, sous les ponts... avec leur emploi TEMPS PARTIEL...

CES ASSASSINS qui ont TUÉ des enfants etc.
CES ASSASSINS que l'on GARDE pendant DES ANNÉES !!!

pour les croiser un jour sur les trottoirs (suite à bonne conduite)... parce qu'ils auront ENCORE le DROIT de rester en vie !!!

COMBIEN d'ASSASSINS vont circuler dans nos rues en 2020, 2025, 2030...

Bravo! MR BADINTER... VENEZ chez nous, venez en FRANCE
On garde TOUTE LA PÈGRE!

C'EST ÇA le nouveau monde en FRANCE ?
Et que vont devenir mes enfants, petits enfants au milieu de TOUT ÇA ?

EUTHANASIE = ECONOMIES
pour la FRANCE MR MACRON!

Merci

Doléance d'une retraitée 70 ans 1000 EUROS / mois même sans internet! avec des TAXES sur TOUT → CHAUFFAGE, MUTUELLE etc, etc...
HONTE à CEUX qui nous méprisent.

A l'attention de M. Le Maire
31880 LA SALVETAT SAINT-GILLES

Objet : Doléances suite au mouvement « Gilet Jaune »

Monsieur le Maire, bonjour,

Merci de me donner l'opportunité d'exprimer mes ressentis et mes propositions qui, peut-être, seront non seulement lues mais, hypothétiquement, prises en compte

En voici la liste:

1. Instaurer une sur-taxe sur les produits à taux carbone fort (produits importés notamment). Je m'explique: les batteries des véhicules électrique, que vous prônez, sont, en définitive, beaucoup plus polluantes que nos véhicules actuels. Minerais extraits en Afrique (dans des conditions douteuses) et en Chine (dans des conditions encore plus douteuse), premières transformations en Chine (transport par bateau entre l'Afrique et la Chine), finalisation des assemblages aux Indes (transport par bateaux et conditions de travail aussi douteuses qu'ailleurs) puis importation en Europe toujours par bateaux. Le taux d'émission carbone en est donc , sur l'ensemble de la chaîne logistique, extrêmement élevé d'autant que nous ne savons pas les recycler. Pourquoi ne pas adopter un mode de propulsion hydrogène qui, non seulement est déjà éprouvé mais qui a un taux carbone 10 fois moins important et un process de fabrication que nous savons faire en France et en Europe?
Ceci n'est qu'un exemple car, je pourrai vous donner le même exemple sur les vêtements et l'ensemble des produits (qui ne sont pas de 1ere nécessité) importés. Le fruit de ces sur-taxe serait redistribué aux entreprises qui investissent dans ces fabrications (notamment prendre en compte les PME – PMI) et cela inciterait grandement le rapatriement des entreprises en France et en Europe.
2. La suppression du CICE pour les entreprises ne créant pas d'emplois directement en relation avec le montant des subventions accordées.
3. Arrêt immédiat de la prise en compte de la TVA sur les taxes déjà existantes sur les carburants en compensant le manque à gagner par la mise en place d'une taxe sur le kérosène. Pour information, le coût du diesel était de 4,59 FF le litre en 1998, selon l'INSEE, le coût du litre (en tenant compte de l'inflation) devrait être aujourd'hui de 0,94€ hors il est , à ce jour, à 1,40€ !!!
4. TVA à 0% sur les produits de 1ere nécessité: pain, lait, fruits, légumes et baisse de la TVA sur les autres produits (hors point n°1) à 15%
Le manque à gagné sera compensé par la mise en place du point n°1
5. Remise en place de l'ISF en redistribuant le fruit de cet impôt par la baisse des charges patronales et salariales pour les entreprises de moins de 500 personnes.
6. Suppression du Sénat et calcul des retraites des élus identiques au calcul de retraite de tout citoyen.

7. Concernant le salaire des élus, je ne remets pas en cause le montant (qu'il soit justifié ou non, je n'ai pas à prendre position dessus) par contre, il devrait être objectivé sur l'inflation et la balance budgétaire du pays car c'est le fruit de leur travail. Les salariés cadres sont soumis au même traitement: pas de résultat, pas d'augmentation. Hors, il se trouve que les derniers pourcentages d'augmentations d'une grosse partie des élus sont totalement indécents au regard de la conjoncture et de l'état du pays.
8. Alignement du calcul des retraites sur un même taux (fin des différents modes de cotisation – régimes spéciaux) pour tout le monde et prendre en compte les indices de pénibilité.
9. L'état doit, lui aussi , s'aligner sur les taux de cotisation patronal et salarial au même titre que les salariés du privé (l'état doit, lui aussi, payer ses charges et se conformer aux lois et charges qu'il impose lui même aux entreprises). Charge aussi à lui de payer ses sous-traitants dans les mêmes délais imposés par la loi qu'il a lui-même imposée aux entreprises privées.
10. Gratuité complète des frais de scolarité y compris pour les études supérieures.
11. Rationalisation de toutes les entreprises qui ont subit des privatisations depuis 30 ans.
12. Tout le monde bénéficie des services de l'état, il n'est pas tolérable que seuls 45% des ménages paient l'impôt sur le revenu: il est donc nécessaire de revoir profondément les barèmes de calcul de l'impôt sur le revenu. Même à hauteur de 1%, il doit y avoir une contribution de tout le monde sur le fonctionnement des services de l'état.
13. Arrêt complet du cumul de mandat. Un mandat et un seul. Je pense que cela apporte suffisamment de travail donc on ne peut être maire d'une ville et, en même temps, être député, ministre ou porte-parole, Je ne parle pas des sénateurs puisque, à mon sens, le sénat n'a pas de réelle valeur ajoutée. Le gain d'argent généré par la suppression des sénateurs et de leurs fonctionnement doivent servir à augmenter les indemnités des maires des petites communes de moins de 10000 habitants,
14. Les autoroutes sont les voies de circulation les moins accidentogènes, Néanmoins les accidents dûs à l'endormissement (du fait de véhicules de plus en plus silencieux) est la première cause d'accident sur autoroute. Augmentation de la vitesse limitée sur autoroute à 150km/h. Cela imposera une vigilance plus importante et diminuera d'autant ce risque.
15. Imposer la création de crèches d'entreprises ou multi-entreprise au sein des zones industrielles ou d'activité et plafonnement du pourcentage de distribution des dividendes aux actionnaires. Les gains générés par un taux d'absentéisme moins fort (prise de congés pour enfants malade par exemple, moins de stress d'où une augmentation de la productivité des personnes) et par la limitation du pourcentage des dividende aux actionnaires moins fort compensera le financement et l'entretien de ces crèches. La capitaux restant seront sous l'obligation d'investissement dans les outils et l'amélioration des conditions de travail,
16. Élus à casier judiciaire vierge. Comme tous managers, l'exemplarité doit être de mise
17. Certaines autoroutes sont payées depuis longtemps. Elles doivent revenir sous l'égide de l'état et devenir gratuites (ou, du moins, à hauteur de leurs frais de fonctionnement et d'entretiens). Les autres, en cours de remboursement auprès des entreprises qui ont co-financées resteront propriétaires de celle-ci jusqu'à remboursement par l'état.
18. Homogénéisation des taxes et des charges à l'échelle Européenne

19. Suppression de la CSG sur les retraites et revalorisation des petites retraites

20. Hausse de la rémunération du SMIC de 20% (financement par la loi Tobin mise en place en 2012 , mais non appliquée, qui réclame une taxe de 0,3% sur tous les échanges boursiers sans plafond). Dans l'immense majorité des cas, ce gain de pouvoir d'achat sera réinjecté dans l'économie avec effet immédiat pour nos entreprises et, par voie de conséquence, avec effet sur l'emploi dans les 6 mois suivants.
21. Mise en place du process de participation citoyenne par l'intermédiaire du RIC, de la reconnaissance du vote blanc et de la mise en place du mode de scrutin proportionnel à chaque élections
22. Indexation de l'allocation adultes handicapés sur le coût de la vie,
23. Baisse du train de vie et notamment des avantages des élus. Ils doivent, comme tout le monde payer leur loyer, leur facture d'eau et électricité, leur frais de bouche, leur carburant et leurs impôts. En ce temps de crise, il me semble anormal que les élus aient des berlines luxueuses avec chauffeur alors que nos services de police roulent dans des véhicules âgées de 10 ans (voir plus), 400000 km au compteur avec des défaillances flagrantes dans l'état d'entretien. Le gain généré par l'arrêt de véhicules de fonction et l'arrêt des avantages donnés aux élus de haut rang serviront, pour partie, au financement des véhicules de secours et à la rénovation des locaux de nos forces de l'ordre,
24. Augmentation des moyens liés aux hôpitaux et aux maisons de retraites, Il y a, depuis 2012, une baisse drastique des moyens (hélicoptères, suppressions de hôpitaux de proximité, privatisation des maisons de retraite, limitation du nombre du personnel soignant) avec des coûts engendrés insupportable pour la plupart des familles et des retraités et des risques encourus pour les personnes obligés de faire parfois 1h de route pour trouver un hôpital pour les prendre en charge (maternités et autres). Le mise en place du RIC (point n°21) dans chaque commune devrait, par la limitation des dépenses et une meilleur gestion devrait pourvoir permettre leurs remise en place
25. Mutuels, le point n°12 devrait pouvoir permettre la mise en place d'une baisse significative des coûts voir d'une augmentation des remboursements pour l'ensemble des soins courants principaux : optique, dentaire, chirurgie

Ces revendications sont miennes (même si elles ont l'assentiment de mes compagnons au nom desquels je me présente devant vous),

Vous remerciant l'attention que vous y apporterez

Respectueusement vôtre

- GRAND DEBAT NATIONAL - Les doléances -

Soulèvement contre une société profondément injuste et insupportable.

Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère.

Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité.

Des milliardaires possèdent autant que la moitié de l'Humanité, c'est inacceptable.

Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales !

Il faut l'augmentation des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider.

Nous sommes les oubliés depuis de très nombreuses années. Le coût de la vie est une préoccupation récurrente : assurances, mutuelles, carburants, électricité, gaz, nourriture, avec des augmentations régulières de taxes dont la France est championne du Monde (360).

Il y a eu le passage du Franc à l'Euro avec une perte d'argent, ce qui n'a pas arrangé les plus faibles.

Les retraités en 2018 : 1 point 7 pris sur les retraites et transformé en CSG.

Il nous a été mentionné que le taux de prélèvement de la CSG évolue en 2018 (passe de 6,60 à 8,30 %). Et qu'il serait appliqué automatiquement à notre retraite à compter de la mensualité de

janvier versée en février. Et que ce taux étant intégralement déductible de notre revenu imposable.

1° CSG (non déductible au taux de 2,40 %) - 2° CSG (déductible au taux de 5,90 %) soit un total de 8,30 pour 2018 – (en 2017 le taux étant le 2,40% + 4,20% = 6.60 %) – 3° Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,50 % - 4° la CASA au taux de 0,30% (mise en place en 2013) ...

Aussi la suppression de la ½ part fiscale, des veuves et veufs en 2008.

La pension de retraite n'est pas une allocation sociale ni une variante d'ajustement, mais un droit acquis par le travail.

Lorsque je travaillais ce n'était pas 35 heures semaine, mais bien plus.

Les petits vieux payaient les retraites de nos aînés et pas la nôtre. Nous avons payé les fonctionnaires, les enseignants, la classe politique pléthorique avec leurs impôts.

La nouvelle réforme des retraites, un « bing bang » qui n'épargnera personne, mais qui mettra un bon nombre en profonde détresse après avoir travaillé toute une vie.

Organisation du territoire :

1. Diminuer le millefeuille administratif français et la dépense publique :
 - a. Supprimer les cantons :
 - En milieu rural : le canton actuel devient Commune, les Communes actuelles se transforment en centre annexes administratifs pour rester proche de la population.
 - Les grandes et moyennes villes : la communauté de commune devient commune, les communes actuelles se transforment en centre annexes administratifs pour rester proche de la population.
 - L'élection des sénateurs est faite par les (nouveaux) maires.
 - Le nombre de sénateurs est réduit (250/300).
 - b. Alléger le poids de l'administration centrale en supprimant/sous-traitant/régionalisant certains services de l'État.
2. Régionalisation : Opérer une véritable régionalisation en termes de santé, fiscalité, éducation, aménagement du territoire, médias... En d'autres termes traiter les provinciaux comme des gens intelligents et responsables.
(Ne pas oublier de supprimer/muter les fonctionnaires gouvernementaux pour éviter les doublons).
3. Supprimer les circonscriptions électorales (pour éliminer les découpages complaisants et magouilles électoralistes) :
 - a. Les députés sont élus par département en nombre proportionnel à la population.
 - b. Limiter le nombre de députés à 400 avec un minimum d'un député par département.
 - c. Éventuellement introduire une petite part de proportionnalité.

Démocratie : modifier la Constitution pour faire de la France une vraie démocratie parlementaire

1. Réduire le pouvoir du Président de la République (aligner ceux-ci sur les démocraties voisines par ex : Allemagne, GB...).
2. Faire de l'Assemblée Nationale une véritable assemblée législative *(et non une assemblée obéissant au doigt et à l'œil au Président-roi).*

Fiscalité :

1. Rétablissement de l'ISF et suppression de la « flat tax ».
2. Suppression des niches fiscales de complaisance.
3. Supprimer la retenue à la source de l'impôt, réforme inutile ne visant qu'à perdre les contribuables ou bien à mieux les rouler *(pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué).*
4. Lutte contre la corruption et l'évasion fiscale et fraude « en col blanc » : aligner notre législation sur celle du Japon pour une justice plus rapide et efficace. *Ainsi on ne verrait pas des voyous ou escrocs se promener et venir nous narguer sur les chaînes de TV, parfois même décéder avant que leur procès ait lieu (les exemples ne manquent pas dans la classe politique...).*

Transition écologique :

1. Éliminer progressivement les véhicules des centres villes en multipliant les rues piétonnières et voies à sens unique, en fermant certains quartiers à la circulation non résidente. Augmenter la fréquence des transports en commun.
2. Créer de grands parkings à l'extérieurs des villes, reliés à celles-ci et aux grands centres industriels par des navettes (gratuites).
3. Augmenter les flux des transports en communs.

Note : augmenter le prix des carburants est une mesure fiscale avec un impact minime sur l'écologie.

LE GRAND DEBAT

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

- **LES IMPÔTS DES GAFAM :**

RECETTES : en ce qui concerne les GAFAM, il est nécessaire d'imposer les GAFAM (et pas seulement ces entreprises). Toutes les sociétés basées en France, ou ayant une activité commerciale (achats/ventes) ou financières doivent payer des impôts en France.

Afin d'éviter tout chantage à l'impôt (chantage à l'emploi entre autre, les sociétés réfractaires seront imposées très fortement à l'importation de leurs produits en France (par exemple, avec un taux de TVA exceptionnel leur étant réservé) de telle sorte que les produits équivalents de fabrication française restent plus que compétitifs.

- **LES IMPÔTS SUR LES PERSONNES PHYSIQUES :**

Toute personne, employé ou actionnaire, vivant en France, ou expatriée, doit payer ses impôts en France.

- **L'ÉVASION FISCALE :**

Il faut impérativement, et de toute urgence, embaucher des inspecteurs des finances (au minimum 1 000 personnes) qui se consacreront exclusivement au problème de l'évasion fiscale.

Il y a environ 80 milliards d'euros à récupérer chaque année auprès de ces voleurs.

L'embauche de ces personnels permettrait, d'une part de diminuer le nombre de chômeurs (1 000 personnes) tout en rapportant une somme considérable au budget de l'Etat et permettrait de solutionner un certain nombre de problèmes.

Les services publics, les questions sociales (retraites, RSA, allocations familiales, allocations chômage, santé, etc...) trouveront des financements utiles.

- **LES FRAUDES SOCIALES :**

Il est urgent de contrôler les bénéficiaires de ces prestations (chômage, maladie, allocations familiales, etc...) Il faut aussi pénaliser très fortement les fraudeurs.

- **L'OPTIMISATION FISCALE :**

Comme l'optimisation fiscale s'apparente très souvent à de la fraude, il est impératif de revoir l'ensemble des règles européennes qui permettent cette optimisation fiscale.

En fait, il faut supprimer tout ce qui permet l'optimisation fiscale. Cela permettrait de récupérer environ 20 milliards d'euros. Une société qui passerait outre ces nouvelles dispositions serait sanctionnée sur ses produits (y compris les produits financiers) vendus ou proposés en France. Les responsables des dites sociétés prendraient le risque de sanctions pénales (financières doublées d'un risque d'incarcération).

- **LES IMPÔTS :**

Tout citoyen est libre de s'installer dans un pays étranger. Mais en sa qualité de Français, il se doit de payer ses impôts en France. Il faut donc pratiquer, comme aux USA, l'extraterritorialité de l'impôt. La différence de l'impôt qui serait dû en France, déduction faite du montant de l'impôt payé dans le pays d'accueil doit être restitué en France.

Si l'intéressé paie plus d'impôt dans le pays d'accueil, rien ne lui sera dû, bien entendu.

En cas d'impossibilité de récupérer l'impôt, l'intéressé perdra sa nationalité française automatiquement. Une récupération de cet impôt devra se faire, par exemple, sur les biens mobiliers et immobiliers.

L'assiette des impôts doit être revue et le nombre de tranches beaucoup plus importante.

- **LES FRAUDES A LA CARTE VITALE :**

Elles coutent environ 14 milliards d'euros. Il est impératif d'effectuer de nombreux contrôles.

- **LES ROBOTS :**

Il faut taxer les robots. Par exemple un robot qui remplace 40 emplois à temps plein, les taxes équivalentes à celles payées pour 20 employés seront réclamées.

- **LES NICHEs FISCALES :**

Il faut remettre à plat d'ensemble des niches fiscales, sachant que parfois, certaines d'entre elles sont nécessaires.

- **L'I.S.F. :**

L'I.S.F. ne rapporte effectivement pas grand-chose. Mais puisque c'est un impôt symbolique les personnes les plus aisées peuvent faire ce tout petit effort.

- **LES EMPRUNTS D'ETAT :**

C'est un moyen d'avoir des recettes financières relativement importantes et ainsi de faire baisser les emprunts effectués sur le marché mondial.

Autre avantage : la dette reste française et les taux d'intérêts restent décidés par l'Etat.

La date de remboursement de ces emprunts est décidée par l'Etat.

- **LES IMPÔTS DES ENTREPRISES :**

Il faut, d'urgence, imposer plus fortement les très grosses entreprises (y compris financières : assurances, banques, mais aussi Total, etc...) et alléger l'impôt des petites et moyennes entreprises (y compris l'artisanat).

- **LES RETRAITES :**

D'urgence, il faut réindexer les retraites sur le coût de la vie et supprimer l'augmentation de la C.S.G. sur l'ensemble des retraites.

Surtout ne pas oublier que les retraités ont cotisé pour leurs aînés avec un contrat moral et social qui était celui-ci : « vous bénéficierez à votre tour, à l'âge de votre départ à la retraite d'un taux de remplacement vous permettant une vie décente en tenant compte de votre contribution lorsque vous étiez actif ».

- **EGALITE :**

Il faut revoir l'ensemble de la fiscalité afin de créer une réelle justice fiscale et une plus grande égalité entre les citoyens. Bien entendu, les différences de salaires sont nécessaires et justes, en fonction du niveau d'étude, des responsabilités, de l'expérience professionnelle.

- **LES ALLOCATIONS FAMILIALES :**

Les allocations familiales doivent être étendues aux résidences et constructions neuves. A l'heure de la transition énergétique, il faut favoriser le renouvellement du parc immobilier.

- **LES PRIMES D'ACTIVITE :**

Les primes d'activité et les mesures favorisant le pouvoir d'achat doivent être calculées sur les revenus ramenés à une durée de temps de travail de 35 heures pour plus d'égalité et pour récompenser les personnes qui « travaillent plus ».

- **LE R.S.A. :**

Réévaluer le montant du R.S.A. et faciliter l'accès au logement (avec des allocations logement adaptées) aux chômeurs et SDF.

- **LES VIGNETTES :**

L'écotaxe étant mort et enterré, les poids lourds immatriculés à l'étranger auront l'obligation d'acheter une vignette dont le tarif dépendra du tonnage du véhicule. Le produit de ces vignettes permettra d'entretenir les routes françaises (en seront exclus les autoroutes à péage).

L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

REFERENDUMS :

Préalable :

En aucun cas le résultat d'un référendum ne pourra remettre en cause la légitimité d'un élu (président de la République, Sénateur, Député, etc....

Le nombre de députés doit être conservé : pas de modification au niveau de l'Assemblée Nationale.

De même, le Sénat ne subira aucune modification.

Le vote doit devenir obligatoire, sous peine d'amende dissuasive (sauf en cas de force majeure). Ce vote devra se faire, pour plus de facilité, par voie électronique. Pour faciliter ce vote par voie électronique aux personnes fragiles ou âgées, un bureau de vote sera ouvert dans les mairies assorti de l'aide du personnel municipal (avec président du jury, assesseurs, etc...

Le vote blanc doit être reconnu. Si le nombre de bulletins blancs est en tête du scrutin, celui-ci sera considéré comme annulé. Il conviendra donc d'organiser un nouveau scrutin avec de nouveaux candidats.

Le référendum comprendra, même pour un seul sujet, plusieurs réponses (sans limitation) afin de pouvoir affiner le résultat de la consultation.

Le vote à la proportionnelle intégrale sera mis en place, ce qui obligera vraisemblablement à organiser une coalition à la tête de l'Etat. Le gouvernement de la France sera évidemment beaucoup plus compliqué, mais réellement représentatif du pays.

- **REFERENDUM** à la suite de l'élection présidentielle :

Un constat : un président élu ne représente, tout au plus, qu'environ 20 % du corps électoral.

Le président de la République n'est pas soutenu sur l'ensemble du programme qu'il a présenté au cours de la campagne électorale. En conséquence, chacun de ses projets devra être discuté, comme à l'heure actuelle, par l'Assemblée Nationale et le Sénat, éventuellement amendé, etc.... Ensuite, le texte, après approbation des deux Chambres, sera soumis à Référendum pour approbation. Si le Peuple, dans sa majorité, refuse ce texte, il sera abandonné, si le vote est positif, il sera officiellement transformé en loi. Cette loi ne pourra être modifiée que par un nouveau Référendum. Les décrets d'applications seront pris au plus tard dans les 6 mois, faute de quoi, la loi sera annulée automatiquement.

Le président de la République, ou le gouvernement pourra proposer tout autre projet, même si celui-ci ne faisait pas partie des propositions initialement présentées au peuple, lors de la candidature du président.

- **R.I.C.** à la demande d'au moins 1 000 000 de personnes inscrites sur les listes électorales :

Cette demande se fera par voie électronique pour un sujet clairement identifié.

Les Français pouvant être ainsi consultés, le climat social s'apaisera automatiquement.

Le même processus que pour le « Référendum à la suite de l'élection présidentielle » sera appliqué pour l'organisation de ce R.I.C. Ainsi, le gouvernement, et les 2 chambres garderont leurs prérogatives.

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Malheureusement aucune action d'un seul pays ne pourra changer quoi que ce soit. Il faut que chacune des actions se face au niveau mondial.

Les actions locales (c'est-à-dire nationales) ne peuvent que nous pénaliser.

Par contre une forte pression de la France peut éventuellement infléchir les politiques par exemple des U.S.A., de la Chine, de la Russie, de l'Inde, du Brésil...

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

• LA VITESSE SUR LES ROUTES :

Restons logique : certaines routes doivent, pour des raisons évidentes de sécurité routière, rester à 80 km/h. Par contre, d'autres routes permettent de rouler en toute sécurité à 90 km/h, voir 110 km/h. Sur d'autres tronçons de routes, la vitesse doit être limitée à 30 km/h, voir même à 20 km/h sur certaines zones (avec des ralentisseurs installés sur toute la largeur de la route). Il faut uniquement adapter la vitesse limite en fonction de la dangerosité du lieu.

Les décisions devront être prises par les autorités départementales.

• LES RADARS :

Il conviendrait d'installer en priorité, sur le réseau routier, des radars sectoriels. La vitesse serait ainsi mieux contrôlée sur l'ensemble du réseau routier.

• LES AUTOROUTES :

Les autoroutes doivent être à nouveau nationalisées. En effet il est scandaleux de laisser cette activité dans les mains d'entreprises privées alors qu'il est de notoriété publique que l'exploitation de celles-ci reste très largement bénéficiaire.

Le fruit des péages ne ferait que du bien aux finances de l'Etat. N'oublions pas que les petits ruisseaux font les grandes rivières.

• LA POLICE :

Il est urgent de recruter de nombreux effectifs dans la police nationale, municipale. Il faut également rétablir la police de proximité.

• LES TRAVAILLEURS ETRANGERS :

Les travailleurs étrangers et de l'union européenne doivent être soumis à l'ensemble des règles du droit du travail français, avec un salaire équivalent à celui des travailleurs français exerçant dans la même activité et avec la même expérience dans ce travail, ils devront payer les mêmes cotisations sociales.

- **L'EMPLOI :**

Il faut inciter très fortement les entreprises et les industries à se réinstaller sur le territoire français.

Il sera peut-être nécessaire de les exonérer d'impôts (et oui : une nouvelle niche fiscale) sur les sociétés pendant, par exemple une période de 10 ans, à condition que ces entreprises embauchent des chômeurs français quitte à les obliger à former ce personnel.

Si ces entreprises, après ces 10 années d'activité se délocalisent, elles devront payer les exonérations d'impôts dont elles ont bénéficié.

D'autre part, les entreprises qui refuseraient de jouer le jeu seraient, par manque de patriotisme, surtaxées à l'importation de leurs produits à un tel niveau que leur production ne puisse plus concurrencer celle des mêmes types de produits fabriqués en France.

- **LA FORMATION :**

Il faut proposer de réelles formations aux chômeurs. Ces formations seront diplômantes. La durée de ces formations ne devra pas être inférieure à 1 an. Les personnes formées recevront une indemnité leur permettant de vivre décemment en fonction de leur situation familiale.

Un emploi devra automatiquement leur être proposé à l'issue de cette formation et ceci à chaque stagiaire.

Les bénéficiaires de ces formations devront travailler dans le secteur pour lequel ils sont formés (sauf si la formation leur a été imposée) pour une durée de 5 ans.

Il faut organiser ces formations sur chaque commune ou communauté de commune tout en proposant une grande variété de métiers.

Les français seront prioritaires sur tous les emplois, sur l'ensemble du territoire.

Les immigrés (réfugiés de guerre, les opposants politiques, les immigrés économiques) ne seront employés qu'après les citoyens français.

- **LE LOGEMENT :**

Un plan d'extrême urgence doit être mis en place pour loger les français de manière décente.

Les immigrés ne bénéficieront de ce plan d'urgence, qu'après les français.

- **LE NUMERUS CLOSUS :**

De toute urgence, il faut former des médecins (qui ne seront opérationnels que dans 10 ans, au plus tôt). Il faut doubler le nombre de postes offerts.

Il faut faire confiance au corps médical pour couvrir l'ensemble du territoire en matière sanitaire.

- **LA RELIGION :**

Ne pas toucher d'une ligne la loi de 1905.

Je souhaiterais un peu plus de justice, trop de
gros écarts entre les gros salaires et la classe
élite moyenne.

Il faudrait aussi moins de députés et sénateurs
et revoir à la baisse leurs salaires, c'est indécent!
Pour les petites retraites (480€ minimum) une
revalorisation, si ce n'est pas trop tard, une
retraite poche du smic. Merci d'en tenir compte.

Bilan de l'action du
mouvement des G. jaunes

Des millions de plusieurs
villes de France.

Il serait anormal que la
minorité qui paye des impôts
sur le revenu (34% de la population)
soit gaspillée et paye la
totalité de ces millions.

A Toulouse déjà plus de
trois millions cinq cent mille
Il faut que tous les citoyens
remboursent cette casse
avec prélèvements sur les aides
sociales.



le 15/01/2019

objet = propositions pour le Grand Débat

Monsieur le Maire de la
Salvetat Saint Gilles,

Je ne suis pas une « gilet jaune »
mais je souhaite profiter de ce
grand débat pour participer
à une réflexion que j'estime
nécessaire et profitable à une
sortie de crise.

N'étant pas sur place actuelle-
ment, je compte sur vous pour
faire remonter mes doléances.

DEMANDES :

Aucun citoyen français ne doit
toucher plus de 8 à 10 fois le SMIC
(1)

qu'ils soient fonctionnaires, salariés, élus etc

Chaque citoyen doit payer l'impôt sur le revenu. De nouvelles tranches permettraient de le faire à proportion. Le plafond actuel est satisfaisant.

Une simplification des régimes fiscaux s'impose

Tout véhicule qui utilise essence, fuel, gazole etc doit être taxé et contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique (ex: avions)

Toute entreprise, qu'elle soit française ou étrangère doit payer des impôts

Une fusion entre le Sénat et la Chambre des députés, une suppression de bons nombres de commissions parlementaires, ministérielles, etc doit permettre de diminuer le nombre de personnes rémunérées par le budget national

La France doit respecter les engagements pris lors de la COP 21 et se donner les moyens de lutter contre les réchauffements climatiques

Supprimer les niches fiscales (ex CICE)
Arrêter de faire des Réformes sans arrêt, sans évaluation et en fonction des politiques et non d'une vue à long terme de l'intérêt général.

Aucun individu ne doit vivre dans la rue. La société doit être solidaire et veiller à la protection des plus démunis

Chaque commune doit s'organiser pour maintenir à domicile les anciens. Cette solution est plus économe, moins dégradante et plus favorable. Des activités régulières doivent permettre une socialisation transgénérationnelle. Des nouvelles gratuites par quartier permettent aux plus âgés de se rendre dans ces lieux de rencontre

- Les retraites doivent être
révalorisées régulièrement et annulé
seu le coût de la vie

- La taxe d'habitation ne doit
pas être supprimée - chaque citoyen
doit contribuer aux besoins de sa
commune, de son département --

- Supprimer les additifs cancérigènes
et les colorants des produits
alimentaires

Je vous remercie, Nouveau le
Noue de relancer ces demandes

Cordialement

CONTRIBUTION AU GRAND DÉBAT



- Hausse des salaires
 - Encadrement des loyers par le plafonnement du prix du m2
 - Hausse des retraites
 - Baisse du prix des carburants et des énergies
 - Retour de l'indexation des retraites sur le coût de la vie
 - Services publics au plus près de la population
 - Retour des énergies dans le giron de l'Etat, idem pour les autoroutes
- ECONOMIES :**
- Baisse des indemnités versées aux ministres, aux députés, aux députés européens, aux sénateurs
 - Arrêt du cumul des retraites pour tous ces élus
 - Logement de tous ces élus dans les logements de monsieur tout le monde comme en RFA souvent citée en exemple. Le 1^{er} ministre n'a pas besoin d'un « palais ».
 - Elysée : diminution du personnel et du train de vie (vaisselle....)
 - Mise à plat du mille feuilles administratif mairie, agglomération, métropole, département, région,
 - Rétablissement des enquêtes publiques
 - Renforcement du contrôle des appels d'offres pour les marchés publics
 - Impôts sur les GAFA
 - Impôts sur les grandes sociétés dont les sièges sociaux sont à l'étranger
 - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale estimée à plus de 80 milliards
 - Renforcement de la lutte contre la fraude sociale estimée à environ 14 milliards
 - Frein au lobbying en tout genre qui entrave les bonnes décisions économiques et bien d'autres (glyphosate, étiquetage alimentaire.....la liste est longue
 - Fin des honteuses retraites « chapeau » et prime de bienvenue où alors une imposition dissuasive.
 - Mettre fin à la polygamie déguisée existant actuellement : x femmes seules avec enfants sans avoir peur la réaction des bobos gauchos criant non à la stigmatisation.(rejoint la fraude sociale)
 - Stop aux partenariats public/privé. Ex. : hôpital d'Evry, ligne grande vitesse Tours Bordeaux, etc. Des rentes pour des entreprises alors que le loyer de l'argent est au plus bas depuis des années.
- FONCTIONNEMENT**
- Référendum populaire rigoureusement identique à celui fonctionnant en Suisse depuis des années
 - Quorum à l'assemblée nationale et au sénat pour le vote d'un texte de loi. Exemple récent du 19 février, loi sur la justice, 42 votants sur 577 !!!! Ce quorum devrait être d'au moins 50% et existé. Il est obligatoire pour n'importe quelle association.

La Salvetat Saint Gilles le 19 Janvier 2019

Monsieur le Président,

Depuis près d'une trentaine d'année la France est dirigée par des personnes qui ont fait des grandes écoles et qui ont fabriqué des technocrates bien loin des préoccupations des problèmes du petit peuple. Pour preuve les élus de votre mouvement « En Marche » avaient disparu de leurs différentes circonscriptions et depuis le mouvement des « Gilets Jaunes » ordre leur a été donné de revenir sur le terrain. C'est d'ailleurs ce que vous faites en ce moment. Ce n'est pas tout de venir discuter il faut savoir écouter.

Le peuple par l'intermédiaire des urnes a confié aux différents acteurs de tous bords la responsabilité de l'état. Et ces acteurs se sont montrés incapables de gérer l'économie de tout un pays. A chaque budget successif vous avez creusé un trou financier devenu abyssal et pour palier à vos échecs vous avez réduit les emplois, fermé des écoles, augmenté taxes et impôts sans oublier d'en créer de nouveaux. Vous demandez à l'ensemble des administrés français de se substituer à vous pour gérer vos incompétences. Jusqu'à les rendre exsangues et révoltés. Et quand les rentrées d'argent n'étaient pas suffisantes vous avez bradé des entreprises, vendu des immeubles du patrimoine Français, des aéroports, du foncier, que sais-je encore.

Vu le résultat une bonne partie des électeurs se sont désintéressés de la politique et ont tourné le dos aux urnes.

Pour cela je vous demande de :

- Réduction des salaires, indemnités, émoluments de la classe politique. Il faut bien commencer par montrer l'exemple.
- Suppression des avantages à vie des politiques (anciens présidents, ministres...) Maintien d'une compensation pendant 5 ans pour services rendus à la nation et réorganisation de plan de carrière.
- Réaménager l'ISF (Cesser de privilégier ceux qui ne manquent de rien. Sont-ils- êtes-vous contre toute justice et équité, incapable de comprendre qu'un peu de bienveillance peut arranger les choses. Votre entêtement et le leur sont en train de coûter une fortune à la France). Je rajouterai que s'ils ne comprennent pas cela c'est qu'ils se moquent éperdument de vous et de vos problèmes avec les Français. C'est ce qu'on appelle des faux amis.
- Création d'une assemblée consultative citoyenne. Tirage au sort annuel comme pour les jurés afin d'éviter des candidats ventouses.
- Remise en place de la gratuité des transports pour les retraités et ou les étudiants dans les villes où cela a été supprimé (moins de pollution).
- Allègement et encadrement des frais bancaires qui finissent par achever les gens en difficultés.
- Adaptation des limitations de vitesses suivant lieux.
- Suppression de la CSG pour toutes personnes dont les retraites sont inférieures à 1500€.

- Abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité (nourriture, couches etc...).
- Augmentation sensible des salaires de base.

Cette liste n'est pas exhaustive. Elle représente une base de réflexion et se veut délibérément orientée vers plus d'équité et de justice sociale.

Respectueuses salutations

Objet : Propositions républicaines : Droits et Devoirs

- 1- Revenu universel des la naissance à chaque français :
 - Placée en partie en épargne,
 - Placée en revenu à la famille élevant l'enfant,
 - Une partie imposable, initiation à l'impôt
 - Suppression d'une grande partie des aides actuelles (allo familiales, aides diverses, etc...)
 - Code de la route et initiation premiers secours : formation gratuite pour chaque enfant au collège

- 2 - Service universel pour chaque enfant (fille et garçon) de quelques mois dans le village ou la proche banlieue

- 3 - Régions, beaucoup plus d'autonomie :
 - Création assemblée régionale des députés
 - Création représentants par corps de métiers
 - Création représentants citoyens
 - Débat entre ces différents groupes, propositions à formuler et à remonter à Paris.
 - Suppressions des conseils départementaux, modification des conseils régionaux
 - Suppression des départements mais maintien des communes.

- 4 Etat : droits régaliens seulement, on laisse aux régions une plus grande autonomie de gestion. Sur l'éducation par exemple , Paris définit le programme, chaque région définit comment l'appliquer avec quels horaires , Idem pour la vitesse sur route. Etc...

- 5 - Entreprises : Obligation à chaque employé de cotiser à un caisse syndicale neutre , les sommes récoltées servant à financer les syndicats en fonction du résultat des urnes.

- 6 - Vote obligatoire. Prise en compte bulletins blancs ou nuls.

Pour une nouvelle gouvernance par les citoyens pour les citoyens

Pétition adressée à XXXXXXXX

Par YYYYYYY

A la suite de la révolution Française, le peuple a choisi ses représentants pour leur déléguer la gestion de la Nation. Au fil du temps, le rôle des élus a évolué au point de privilégier la gestion de leur carrière par rapport à la gestion de la nation.

Ainsi, le principal objectif d'un élu semble être sa réélection à la fin de son mandat. Être élu aujourd'hui, requiert bien souvent une habileté hors pair pour être choisi comme représentant d'un parti. Mais cela ne suffit souvent pas. Pour être élu il faut faire campagne, ce qui représente un coût non négligeable, et souvent, les acteurs économiques importants financent cette campagne pour des candidats qui deviennent dès lors leurs débiteurs obligés. Dans l'hypothèse où le candidat est élu, il aura à cœur de faciliter l'adoption de lois et décrets qui facilitent la prise d'intérêt de ses créanciers, ce qui par voie de conséquences facilitera la levée de fonds de sa future campagne.

C'est la façon, certes caricaturale mais à peine exagérée, de montrer des liens inextricables entre pouvoir et argent. Mais comment se défaire de ce cercle vicieux ? Comme souvent dans ce type de situation, il faut agir sur le but du système pour le corriger. "Et si il n'y avait plus de campagne? Plus d'élection?" et toujours une démocratie et un pouvoir rendu au peuple ? Comment ?

Prenons pour exemple l'Assemblée Nationale, exemple qui peut être décliné pour d'autres instances (*Sénat, Conseils départementaux, régionaux, ... et pourquoi pas parlement Européen*). Si on s'inspire des jurys de cour d'assise pour lesquelles les jurés sont tirés au sort sur les listes électorales afin d'assurer une justice impartiale et démocratique, on pourrait tirer au sort les députés sur les listes électorales. La probabilité d'appartenir à 2 assemblées consécutives est quasi nulle ; donc plus d'intérêt direct à privilégier tel ou tel acteur économique par rapport à un autre. Nul doute que les intérêts de la nation reviendraient au cœur des débats. Cette assemblée démocratiquement élaborée, serait complétée par un gouvernement, force politique et économique, nommé par l'assemblée qui mettrait en œuvre les décisions prises par l'assemblée et serait contrôlé par elle.

Si tout citoyen a la capacité de prendre des décisions dans l'intérêt de la Nation, il n'a pas forcément les connaissances fines des rouages de l'Administration, connaissance requises pour assurer des propositions réalistes. Mais alors, pourquoi ne pas fonder un corps d'assistants parlementaires ou chaque fonctionnaire serait affecté au support d'un élu ?

Beaucoup d'autres questions concernant la mise en route d'un tel système restent posées, mais ces écueils ne sont pas insurmontables. Bien sûr, aucun système ne reste pur dans le temps, mais je reste persuadé que celui-là résisterait bien à l'épreuve du temps.

<p>Cassons le cercle vicieux Argent Pouvoir et rendons le pouvoir au peuple de la Nation</p>
--

Cela serait certainement une bonne leçon de démocratie donnée au monde par notre pays.

P.S : Cette analyse m'a été inspirée par une lecture passée dont je n'ai pas retrouvé les références. Mes excuses à l'auteur s'il se reconnaît